Lutter contre la licence BNP, l'écologie, la vraie

Le 17 décembre dernier, l'Université PSL a annoncé le lancement d'une licence axée sur l'écologie avec pour seul mécène BNP Paribas. Des dizaines d'étudiants se sont mobilisés contre sa création, récit.

Il fait chaud dans cette salle aux murs ternes et au plancher marron clair du premier étage de l'Ecole Normale Supérieure de Paris (ENS). Plusieurs dizaines d'étudiants y sont installés, en rond, sur une chaise, un canapé ou à même le sol. Cela fait plus de trois heures qu'ils débattent. Leur université, Paris Sciences et Lettres (PSL), a annoncé le lancement d'une licence axée sur le développement durable dont le seul mécène est BNP Paribas. « Comment accepter qu'une entreprise directement impliquée dans le réchauffement climatique soit à la source de l'enseignement sur les enjeux de développement durable ? » résume Sylvie*, doctorante à l'ENS.

« Un paradoxe, une hypocrisie fondamentale »

Retour au début du projet, à la mi-décembre. Une vidéo est mise en ligne par BNP Paribas. On y voit Jean-Laurent Bonnafé, administrateur directeur général de la banque, accompagné du président de PSL, Alain Fuchs. Tous deux annoncent le lancement de la « School of Positive Impact ». Voici le nom donné à cette nouvelle formation, alors que celle-ci n'a pas encore été votée au conseil d'administration de l'université. Une première source de tension. « Personne n'a été prévenu, s'indigne Lucie, étudiante à PSL. On découvre ce projet par l'intermédiaire de cette vidéo sans aucune consultation un tant soit peu démocratique. » Un autre étudiant, Samuel, abonde : « Sans étudiant, pas d'université. C'est la moindre des choses qu'on fasse partie du processus de décision. »

Outre la forme, c'est le fond du projet qui attire les foudres de ces étudiants. Trois enjeux sont à l'origine des crispations. D'abord, l'existence, dans la convention de mécénat d'une « clause de non-dénigrement ». Puis, la création d'un « comité de pilotage » pour régir la licence constitué de moitié par des personnels de la BNP Paribas. Enfin, « le paradoxe, l'hypocrisie fondamentale » qui accompagne ce mécénat. « BNP est la banque française qui investit le plus dans les énergies fossiles, à hauteur de plusieurs milliards, dénonce Lucie, très au point sur ce sujet. Et elle donne 8 millions d'euros à 60% défiscalisés pour financer cette licence. C'est clairement une opération de *greenwashing. »* De son côté, Alain Fuchs, le président de PSL, voit dans ce projet « une réponse à un besoin de formation pluridisciplinaire autour de la question du développement durable et des enjeux de la transition énergétique ».

« Le réchauffement climatique c'est pour nous. L'écologie, c'est nous ! »

Pourtant, dans cette salle du 45 rue d'Ulm, à Paris, les étudiants se revendiquent écologistes. Nombre d'entre eux sont même allés, le vendredi précédent, manifester devant le ministère

de la Transition écologique dans le cadre de la *Grève internationale pour le climat.* Tous se rejoignent sur la nécessité de sensibiliser et d'enseigner les enjeux de développement durable. « Le problème n'est pas là, balaie même Baptiste. Bien sûr qu'on veut plus d'enseignement sur les enjeux climatiques, plus et plus tôt. Mais pour qu'il soit efficace, il doit être libéré de toute emprise à la cause du problème ». Face à l'assemblée, Ninon souligne : « C'est nous qui subirons le réchauffement climatique, c'est nous qui luttons pour le développement durable, l'écologie c'est nous ! ». Salve d'applaudissements et une première action décidée. Jeudi prochain, les étudiants réunis sous le mouvement *PSL contre-attaque,* bloqueront le conseil d'administration où doit être entérinée la création de la *School of positif impact*.

Le CA a été délocalisé, la licence, votée

21 février, un jeudi ensoleillé aux airs un peu trop printaniers, 15°C affichés sur le thermomètre. Le CA doit se tenir dans une vingtaine de minutes. Le groupe d'une quinzaine d'étudiants arrive devant le 60 rue Mazarine, siège de l'Université PSL. Une action : empêcher le CA d'avoir lieu. Un principe : le pacifisme. « Nous devons nous prémunir de toute violence », rappelle Lucie à ses camarades. Ils entrent d'un pas ferme dans la cour et forment une chaîne humaine devant l'entrée du bâtiment. Coudes serrés, rires, recherche de slogans. Progressivement, c'est une quinzaine de personnes, pour la plupart les enseignants membres du CA, qui sont bloquées dans la cour. Des discussions et débats s'engagent. Quelques-uns soutiennent l'action des étudiants. Soudain, un bruit court : le CA est délocalisé au rectorat de la Sorbonne. La convention de mécénat a été signée et la création de la licence votée par un conseil où seul un tiers des membres sont élus. Bilan mitigé. Une étudiante, Alicia, résume : « On n'a pas réussi à empêcher la tenue du CA, c'est un gros point négatif. Après, on a pu discuter avec le personnel enseignant, on s'est doté de moyens de communication, la lutte ne fait que commencer. » Prochaine étape, la tenue d'une grande assemblée générale la semaine suivante.

Vendredi 1er mars. Les choses ont changé. Fini la petite salle défraîchie de l'ENS, c'est dans la célèbre Salle des Actes que se tient cette réunion. La quinzaine de militants aguerris a laissé place à une petite centaine de personnes. Parmi eux, étudiants et professeurs. Deux représentants de l'administration de PSL sont même venus dialoguer. Ils développent un argumentaire basé sur la nécessité de créer une formation répondant aux 17 « objectifs du développement durable », une série d'objectifs, cibles et indicateurs sur lesquels les Etats membres de l'ONU se sont accordés en 2015 pour fonder leurs programmes et politiques dans les 15 années à venir. « Nous tenons également à féliciter les étudiants présents qui se mobilisent désormais tous les vendredis », ajoutent-ils. Léna, étudiante en sciences sociales, les interpelle. « Comment ne pouvez-vous pas voir l'opposition fondamentale de votre discours ? Lorsqu'on combat un fléau, il faut se détacher de son emprise pour voir des alternatives, des nouvelles modalités de vie qui s'en échappent. » Salve d'applaudissements, le dialogue tourne court. « C'est un détournement des objectifs du développement durable par des entreprises polluantes soucieuses de reverdir leur image », renchérit Clara,

doctorante, « et ça on n'en veut pas ». Elle poursuit : « Notre lutte pour l'écologie est tout autre et ose, elle, respecter l'environnement. » Dans un contexte où les grèves étudiantes pour le climat se multiplient depuis le 15 février, la mobilisation se poursuivra donc. Parmi les revendications, il y a la mise en place de formations indépendantes sur les enjeux de développement durable. Esther glisse à ses voisins : « C'est indispensable ! La création de formations aux problèmes environnementaux semble aussi urgente que la situation à laquelle nous faisons face. »

Pierre Jequier-Zalc et Alice Toussaint

*Tous les prénoms ont été changés